

Editorial

E. Laffiteau
B. Leenhardt
C. Torelli*

A l'occasion du 16ème colloque de l'Association de Comptabilité Nationale (ACN) qui s'est tenu à Paris les 7-9 Juin 2017 et de l'hommage rendu à André Vanoli lors de ce colloque, la rédaction de Statéco a souhaité consacrer ce numéro 111 à l'état de la comptabilité nationale en Afrique sub-saharienne et à ses spécificités, avec un intérêt particulier porté aux pays francophones.

La revue est d'abord dépendante de l'offre spontanée d'articles par les économistes, statisticiens, chercheurs et comptables nationaux qui sont sur le terrain. La récolte obtenue pour ce numéro témoigne à cet égard d'un intérêt marqué pour l'établissement de comptes nationaux trimestriels qui font l'objet de deux articles, un troisième article abordant à la fois ce thème et celui des comptes annuels. Ce numéro met également en valeur le rôle de deux institutions statistiques internationales qui interviennent en Afrique de l'Ouest où elles jouent un rôle majeur en matière d'appui à la production des comptes nationaux : Afristat, organisme statistique régional qui porte depuis plus de vingt ans une part majeure dans le soutien aux services statistiques de ses 22 pays membres¹, dont l'action en matière de comptabilité nationale est présentée par son Directeur général adjoint Paul-Henri Nguema Meyé ; Afritac de l'Ouest, un des centres d'assistance technique du Fonds monétaire international (FMI) en Afrique, créé en 2003, dont l'activité dans ce domaine est présentée par Achille Pégoué. Ces points de vue sont complétés par celui de nombreux statisticiens de « terrain », qui apportent à ce numéro spécial une tonalité plus concrète qu'habituellement.

Premier constat d'ensemble : depuis une dizaine d'années, la situation révélée dans ce n°111 s'est considérablement améliorée en matière de comptabilité nationale dans la quasi-totalité des pays membres d'Afristat. Que ce soit en termes de fiabilité et de robustesse, de délais de parution ou de comparabilité, les progrès sont impressionnants. Si la situation demeure encore délicate et fragile (sempiternel problème de la stabilité et de la taille des équipes...), un seuil qualitatif semble franchi. Cela marque tout d'abord le succès d'une méthode d'élaboration des comptes souvent présentée dans

cette revue et qui a fait l'objet d'un investissement considérable de l'aide statistique française, l'opération Eretes. Mais cette technique a aussi été complétée par une modélisation adaptée à la comptabilité nationale et à l'absence de séries longues, les modèles quasi comptables de type Tablo.

On lira dans ce numéro 111 que le délai de parution moyen des comptes nationaux dans 10 pays francophones d'Afrique sub-saharienne, déjà fortement diminué à 31 mois en février 2013, a encore baissé de 11 mois en février 2016 pour s'établir à 20 mois et cela tout en intégrant l'informel de façon harmonisée et en améliorant la qualité des comptes². L'objectif est d'atteindre 16 mois fin 2017. Mais le résultat reste fragile. Cette réduction des délais dans la parution des comptes est en partie artificielle car elle ne concerne pas les seuls comptes définitifs mais un mélange de comptes définitifs ou semi-définitifs au sens de la comptabilité nationale et de comptes modélisés « rapides »³.

A partir d'un compte national définitif ou semi-définitif établi idéalement pour l'année N-3 (c'est à dire avec trois ans de retard), le modèle Tablo permet la projection d'une série de comptes « rapides » cohérents pour les années intermédiaires écoulées, pour l'année N en cours et pour l'année suivante (soit de N-2 à N+1), s'appuyant à la fois sur les comptes N-3, les résultats macroéconomiques connus des années N-2 et N-1, les indicateurs conjoncturels de N et les hypothèses budgétaires et d'environnement de N et N+1. Seuls cinq États membres d'Afristat (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun et Côte d'Ivoire) arrivent à produire chaque année une gamme complète de comptes nationaux ; « (...) les autres pays se lancent dans la production de comptes rapides pour renseigner sur l'évolution des grands agrégats macroéconomiques. Afin de permettre aux Etats dans cette configuration de suivre objectivement la structure de leur économie, [Afristat leur recommande] fortement d'investir sur la production de comptes nationaux complets selon une périodicité variant de 3 à 5 ans. Pour les années intermédiaires, c'est à dire entre deux années de production de comptes nationaux complets, Afristat propose une

²Voir Tableau 2 de l'article d'Achille Pégoué.

³Voir Tableau 4 de l'article de Serge Edi et Emilie Laffiteau pour obtenir une situation « pure » des derniers comptes réalisés sous Eretes, hors comptes « modélisés ».

¹Afristat a été créé officiellement en 1993 mais a véritablement démarré ses activités en 1996.

*Emilie Laffiteau est macroéconomiste à Afristat laffiteau@afriostat.org, Blaise Leenhardt est économiste et mathématicien blaise.leenhardt@gmail.com et Constance Torelli est responsable Afrique à la division Appui technique international de l'Insee constance.torelli@insee.fr.

méthode de reconstitution de comptes simplifiés ou synthétiques à l'aide du module Tablo »⁴.

La raison de cette situation peu satisfaisante (la production de « vrais » comptes nationaux à des intervalles généralement supérieurs à 5 ans) provient d'un effectif encore insuffisant de comptables nationaux qualifiés pour mener à bien une campagne de comptes annuels en moins d'un an. Mais ce « mélange des genres » permet aux instituts nationaux de la statistique (INS) insuffisamment dotés « de disposer de séries de données continues, sur plusieurs années, portant sur les principaux agrégats de comptabilité nationale »⁵. Sans tomber dans le catastrophisme du chef économiste de la Banque mondiale pour l'Afrique (à l'époque de cette affirmation), Shanta Devarajan, selon lequel on assiste à une « tragédie statistique africaine » (« Africa's statistical tragedy »)⁶, en particulier en matière de comptabilité nationale, force est de constater que la situation demeure précaire en la matière et appelle encore de nombreux efforts. Ce numéro spécial apporte ainsi une contribution spécifique, dédiée aux comptes nationaux, à une série de publications récentes plus générales mais aussi plus académiques sur l'état de la statistique en Afrique⁷.

Incidentement, à la lumière d'un tel constat, on comprend que la question de la trimestrialisation des comptes n'est envisageable que pour un nombre très limité d'INS, on y reviendra. Ainsi la sagesse des statisticiens des pays membres d'Afristat a amené les trois quarts d'entre eux à combiner conduite traditionnelle des comptes et projection de comptes « rapides » modélisés. Cela a débuté par hasard avec un saut nécessaire de trois années de comptes en Mauritanie et l'interpolation des années intermédiaires, suivi du même type de saut au Mali. Puis de manière pragmatique cette pratique non conventionnelle a été systématisée.

Les réponses d'Afristat aux 13 questions de comptabilité nationale posées dans le cadre de l'interview qui ouvre ce numéro couvrent un large spectre. On y trouvera, entre autres, un point de la situation des Etats membres (régularité et rapidité...), l'ampleur du renforcement des capacités en 2016, la méthode et les perspectives dans ce domaine et une réflexion à propos des « mauvaises statistiques » africaines (« *poor numbers* ») de Morten

Jerven⁸. Enfin deux annexes listent les 36 séminaires et ateliers techniques organisés par Afristat depuis 1998 ainsi que les 13 programmes et projets exécutés pour le compte des partenaires et au profit des pays membres (hors appuis statutaires).

Une grande partie du succès du redressement des pays francophones en matière de comptes est due à Afristat. Cet « Observatoire » créé de toutes pièces en 1993 par les pays membres de la zone franc, avec l'appui de la coopération statistique française pour lui servir de relais et de remplacement, a bien rempli son office, en particulier dans le domaine de la comptabilité nationale. Deux experts à plein temps apportent une assistance technique aux pays membres dans ce domaine. Afristat contribue à l'harmonisation des comptes nationaux en Afrique occidentale et centrale. L'organisation joue également un rôle en matière de bonnes pratiques et coordonne un travail méthodologique et en matière de nomenclatures à destination des comptables nationaux⁹.

Avec l'article d'Achille Pégoué sur l'assistance technique apportée par Afristat de l'Ouest en comptabilité nationale, on entre dans un autre registre, celui des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) et de leurs ambitions en matière de réforme de l'Etat. Afristat de l'Ouest a une taille équivalente à Afristat et partage un même objectif en matière d'harmonisation et d'intégration régionale. Il ne couvre toutefois, comme son nom l'indique, que l'Afrique de l'Ouest (Afrique Centre couvre quant à lui l'Afrique centrale). L'assistance technique en matière statistique et plus particulièrement de comptabilité nationale n'est en outre qu'une activité parmi d'autres (seulement deux experts statisticiens exercent à Afristat de l'Ouest). En effet, Afristat de l'Ouest (comme tous les centres d'assistance technique du FMI) apporte principalement une assistance au renforcement des capacités des administrations dans le domaine des finances publiques (administration fiscale, douanière, gestion de la dette publique, etc.).

Le constat de l'amélioration des délais de diffusion et de la qualité des données est partagé et illustré dans le tableau 2 déjà évoqué précédemment. L'amélioration de leur qualité ressort d'un graphique (Graphique 1) montrant le poids de l'informel dans les comptes et les redressements (à la hausse ou à la baisse) effectués lors des opérations tendant à rendre les produits intérieurs bruts (PIB) plus comparables. Le poids de

⁴Voir la question (j) de l'interview de Paul-Henri Nguema Meyé.

⁵Suite de la question (j).

⁶Shanta Devarajan (2013), Africa's statistical tragedy, *Review of Income and Wealth*, n°59 (S1).

⁷Citons en particulier la dernière publication parue au moment de la finalisation de ce numéro par Florent Bedecarrats, Jean-Pierre Cling et François Roubaud (dir.), *Gouverner par les nombres en Afrique, Afrique contemporaine*, n°258, 2016.

⁸Morten Jerven (2013), *Poor Numbers ; How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*, Cornell University Press, Ithaca.

⁹Cf. par exemple le « Guide méthodologique pour l'élaboration des comptes nationaux dans les Etats membres d'Afristat », *Séries méthodes* N°4, Mars 2001. Ce guide apporte une aide pour l'élaboration des comptes nationaux selon le SCN1993, l'adaptation du guide au SCN2008 n'étant pas encore diffusée. Cf. aussi « Nomenclatures d'activités et de produits révision 1 pour les Etats membres d'AFRISTAT », *Séries Méthodes* N°10, Mars 2011.

l'informel dans le PIB des pays d'Afrique de l'Ouest, près de 50%, est impressionnant, mais n'oublions pas que ce secteur informel comprend l'informel agricole. Hors informel agricole, les enquêtes 1-2-3¹⁰ font ressortir des poids plus modestes mais tout de même significatifs. L'auteur se préoccupe aussi légitimement de l'utilisation des résultats des comptes nationaux pour la formulation des politiques et de l'engagement des autorités dans le renforcement et la diffusion des statistiques (Tableau 5).

Avec plusieurs paragraphes sur « la coordination des donneurs comme catalyseur des initiatives », l'auteur montre bien la volonté constante d'Africat de l'Ouest de travailler en collaboration avec les autres institutions régionales et les donneurs d'aide. En particulier l'auteur rappelle les participations croisées existantes d'Afristat et d'Africat de l'Ouest dans leurs conseils scientifique et d'orientation respectifs. Il est clair aussi que les techniciens d'Africat partagent bien des analyses et des méthodes développées par Afristat, et pour cause, beaucoup étant issus des services statistiques des pays membres d'Afristat, ou d'Afristat lui-même¹¹.

Deux remarques encore : (1) sur les comptes trimestriels, dont le soutien est une des priorités d'Africat de l'Ouest, on trouvera avec le Graphique 3 une présentation très claire de la part importante qui leur est faite depuis des années par cet organisme régional dans l'assistance technique aux pays, ce qui ne laisse pas de surprendre (en moyenne une intervention sur cinq les huit dernières années) ; (2) en matière de sémantique on notera aussi dans cet article dix occurrences des indicateurs de haute fréquence (IHF) sous la forme de l'acronyme ou sous la forme développée. L'auteur cède ici à la mode anglo-saxonne pour évoquer ce que les statisticiens francophones appellent traditionnellement « indicateurs conjoncturels ». Le Tableau 3 nous en donne un bon exemple¹².

Quels sont les modèles macroéconomiques en usage dans les systèmes statistiques des pays membres

¹⁰Pour mesurer le secteur informel, le dispositif d'enquête 1-2-3 adopte le principe d'une enquête mixte (ménage/entreprise) modulaire.

¹¹Voir question (f) in fine de l'interview du DGA d'Afristat et la dernière moitié du paragraphe 1 partie 1 de l'article de Boris Samuel.

¹²Le PIB trimestriel est-il un indicateur de haute fréquence ? Pour les équipes chargées de le calculer oui, pour la langue française non, conjoncturel fait l'affaire, la statistique n'est pas la physique. Le même glissement sémantique est à observer en économie avec les « biens collectifs » qui sont devenus des « biens communs » ou « biens publics » alors que de Pareto à Malinvaud, les grands économistes français ou francophones emploient toujours la première acception. « L'usage du terme « bien public » à la place de bien collectif est un anglicisme problématique qui constitue un obstacle aux apprentissages de la science économique par les élèves et les étudiants et une difficulté pour le bon déroulement du débat public » (A Beitone, Revue du MAUSS, 22 avril 2014).

d'Afristat ? Serge Edi et Emilie Laffiteau, tous deux économistes à Afristat, nous en dressent un état des lieux grâce à une enquête auprès des INS. Cet état des lieux débute par une typologie classique des modèles macroéconomiques utilisés dans les pays membres d'Afristat, modèles quasi comptables (MQC), modèles de programmation financière (qui peuvent parfois être des MQC), modèles d'équilibre général calculable (MEGC) où, spécificité africaine, ne figurent pas les modèles macro-économétriques qui exigent des séries statistiques longues. Suit une revue de la littérature (principalement via Statéco), une description de la méthode de recueil de l'information et des objectifs de l'enquête dont les résultats ont été actualisés et complétés à partir des séminaires de conjoncture et de prévision à court terme des pays membres d'Afristat organisés au cours de l'année 2016. L'article présente ensuite les résultats du travail de recensement effectué dans quatre tableaux : « effectifs des personnes travaillant directement sur les modèles par pays » (Tableau 1) ; « pays utilisant des modèles quasi comptables type Tablo et autres – dont EGC » (Tableau 2) ; « pays utilisant des modèles de type programmation financière » (Tableau 3). L'article aborde également les usages de ces modèles, ce qui permet entre autres d'établir la situation des comptes nationaux sous Eretes dans les pays en février 2017 (Tableau 4 déjà cité précédemment), de préciser la démarche des comptes rapides et provisoires, des interpolations, de la programmation financière, des simulations d'impact des mesures de politique financière (EGC)¹³. Enfin l'article aborde les limites et difficultés dans les travaux effectués à l'aide de ces modèles, puis décline les appuis qu'Afristat a apportés depuis 15 ans.

Les modèles quasi comptables Tablo sont plusieurs fois cités dans cet article et apparaissent aussi dans l'interview de Paul Henri Nguema Meye. L'article de Jean Louis, qui leur est entièrement consacré, se livre à une présentation détaillée de la méthodologie et de l'utilisation de cette famille de modèles, qui existe depuis 1987, modèles qui ont été adoptés dans la plupart des pays membres d'Afristat et dans les DOM-COM. L'auteur décrit la symbolique de la représentation du tableau ressources-emplois (TRE) adoptée par le manuel du Système des Comptes Nationaux (SCN) et traite des différentes utilisations de ces modèles. Il met utilement en avant le saut technologique qui explique leur succès : l'utilisation des « références circulaires » des tableurs pour calculer en mode « itérations successives » l'inverse d'une matrice rectangulaire, forme standard des TRE du SCN. Au plan théorique, nous dirons que ces modèles utilisent les travaux de Ville montrant qu'une

¹³Entretien de Blaise Leenhardt avec Guy de Monchy du 27 juin 2017 : « On prend un modèle quasi-comptable pour faire une projection, ou une variante dans un environnement économique très rigide (court terme); on utilise un modèle d'équilibre général calculable pour simuler des comportements théoriques et l'équilibre général, et on amende les projections et variantes s'il y a lieu ».

matrice rectangulaire admet une inverse à droite pour peu qu'elle satisfasse certaines conditions¹⁴, conditions que possède très généralement la matrice « Entrées-Sorties » des comptes nationaux puisque qu'elle représente une économie « réelle ». En matière d'utilisations, l'auteur distingue les Tablo « Prévision » des Tablo « Impact », des Tablo « Comptes Rapides¹⁵ », des Tablo « Interpolation » et des Tablo « Prévisionnels ou en glissement progressif ». Il s'agit bien dans cette famille du même modèle, à l'exception du modèle d'interpolation qui demande des adaptations particulières¹⁶. C'est dire la souplesse de cette modélisation et le nombre important de types d'utilisations auxquels on a su progressivement l'employer. En annexe on trouvera les équations d'une modélisation pas à pas du modèle Tablo dans le langage SCN.

Avec Eretes, on a affaire à l'outil qui a joué un rôle majeur dans l'amélioration des comptes nationaux en Afrique de l'ouest et centrale en termes de fiabilité et de délais. L'article de Jean-Samy Aziz nous propose un bilan de son utilisation, décrit la démarche d'établissement des comptes centrée sur les équilibres ressources-emplois (ERE) et le tableau entrées-sorties (TES), le gestionnaire de bases de données associé, et la constante amélioration de l'outil au cours des vingt dernières années par l'intégration progressive des améliorations demandées par les utilisateurs. L'auteur cherche enfin des pistes d'améliorations. Certes un logiciel est toujours améliorable et de nouvelles fonctionnalités peuvent toujours sembler importantes, d'autant plus que le groupe d'utilisateurs est grand, en progression dans diverses géographies parlant différentes langues... Mais un logiciel a surtout besoin constamment de maintenance informatique du fait même de l'évolution des techniques de gestion des bases de données. Eretes, dans sa longue histoire depuis sa création en 1997, a su gérer sans difficultés deux versions successives du SCN et intégrer explicitement la gestion de l'informel¹⁷ dans les comptes. Il ne faut pas que cette maintenance s'arrête

¹⁴Cela épargne donc au modélisateur l'opération fastidieuse de « rendre carrées » les matrices d'input-output, opérations auxquelles se sont trop longtemps livrés les comptables nationaux. Le TRE d'un modèle Tablo en mode « itérations successives » est toujours équilibré.

¹⁵Hubert Gbossa, ex-comptable national à Afristat : « tous les comptes doivent être rapides ». Il demeure qu'un compte rapide avec Tablo prend 1 à 8 jours pour un projectionniste, délai que ne respectera jamais un compte provisoire.

¹⁶Plus précisément les adaptations ne sont nécessaires que pour les rétroprojections et non pour les interpolations dans le sens du passé vers les années ultérieures. La première utilisation de Tablo en rétroprojection ne date pas d'hier, elle a été inaugurée à la fin des années 1980 par J.J. Aerts au Burkina Faso avec le modèle de la CCCE (future Agence française de développement).

¹⁷Voir à ce sujet les articles fondateurs de Michel Sérurier, *Statéco* n°104, 2009, Mesurer l'économie informelle dans le cadre de la comptabilité nationale et *Statéco* n°98, 2004, La mesure de l'économie informelle et sa contribution au compte des ménages.

pour des raisons de financement. Là est une des questions majeures du moment, plus importante encore que la question des améliorations. Si cependant on suit la voie de Jean-Samy Aziz et que l'on cherche des pistes nouvelles, qu'on nous permette de suggérer en sus des améliorations proposées dans l'article une piste supplémentaire à étudier : celle-ci pourrait consister à introduire une « sortie » automatique d'Eretes vers Tablo donnant aux comptables nationaux et aux prévisionnistes la possibilité de disposer en même temps que des comptes définitifs Eretes (établis idéalement pour l'année N-3 c'est à dire avec trois ans de retard pour une année donnée), d'un modèle pour décrire les années intermédiaires (N-2, N-1 et N), dans une nomenclature moins détaillée que les comptes mais plus pertinente macro-économiquement.

Avec Boris Samuel, statisticien-économiste passé à l'économie politique, c'est un autre regard bien utile qui est porté sur la fabrique des comptes : le regard d'une école de pensée socio-économique qui met en avant la dimension socio-politique des travaux statistiques. On est loin du langage du comptable ou de l'administrateur, et plus encore de celui de l'idéologue. Mais il s'agit aussi d'un regard et d'un langage d'acteur de terrain, aussi proche du réel que les autres. Cet article décrit minutieusement et précisément la mise en place des projets de rénovation des comptes nationaux menés avec Afristat au milieu des années 2000 dans deux pays que presque tout oppose dans ce domaine, la Mauritanie et le Burkina Faso, mais qui, *in fine*, surmontent leur situation déplorable en matière de comptes pour connaître le succès. Cet article n'est pas technique et ardu, il est politique et fluide. Il se lit comme un roman sans tabous sur la réalité de la fabrique des comptes, les primes de résultats, les interruptions des financements de l'aide (heureusement momentanées en l'espèce), « les relations sociales et de pouvoir qui constituent les vies des administrations nationales », l'influence des négociations avec le FMI et la place du service établissant les comptes dans ces négociations. L'idée est que les comptes nationaux et les modèles ne sont pas des constructions techniques « neutres » mais le résultat de processus socio-politiques. Cette approche d'économie politique est indispensable pour comprendre les graves difficultés persistantes des systèmes statistiques africains, malgré l'appui massif qu'ils ont reçu de la part de l'assistance technique internationale (yc française) depuis plusieurs décennies. En effet, la statistique africaine souffre d'une combinaison de désintérêt de la part des décideurs nationaux¹⁸, de marginalisation au sein des administrations nationales et d'impact contradictoire de l'assistance internationale : celle-ci appuie certes

¹⁸C'est bien ce que remarquait déjà Philippe Pommier dans *Le temps de la stratégie et du réalisme*, article paru en 2006 dans le n°100 de *Statéco* consacré au Bilan et nouvelles formes de la coopération économique et statistique avec l'Afrique, coordonné par Blaise Leenhardt et Jean-Pierre Cling.

les institutions statistiques à la fois techniquement et financièrement ; mais en sens inverse, elle poursuit souvent ses propres stratégies qui interfèrent avec les stratégies nationales, voire même recrute les cadres de ces institutions pour satisfaire ses propres besoins en ressources humaines.

Par contraste avec les articles précédents, on notera l'immutabilité de la problématique des indicateurs coïncidents au Liban présentée dans un article de Gérard Belet et Camille Sutter qui nous proposent une incursion hors Afrique. Dans ce pays en effet, où ne sont utilisés ni Eretes, ni Tablo, perdue par nécessité une estimation du PIB par le biais d'indicateurs conjoncturels dits « coïncidents »¹⁹ du fait du retard de publication des comptes nationaux annuels. Face aux divergences actuelles entre deux indicateurs coïncidents utilisés l'un par la Banque du Liban, l'autre par la Banque mondiale pour estimer le PIB, l'article propose une stratégie alternative. Il s'agit de « prévoir le passé » selon une approche par la demande en estimant chacune de ses composantes, pour en déduire l'évolution du PIB au cours de l'année écoulée ou précédente. Même si elles s'appuient sur des séries temporelles longues seulement d'une décennie et sont donc peu robustes, les estimations économétriques semblent de bonne qualité. Elles ont produit des prévisions du PIB assez satisfaisantes, comme l'ont confirmé a posteriori les publications des comptes nationaux 2014 et 2015.

La question des comptes trimestriels est abordée par les deux derniers articles du numéro. L'aide à l'établissement de comptes trimestriels est un axe prioritaire proposé tant par Afristat que par nombre de bailleurs et d'institutions dont l'aide statistique française. Quatre pays membres d'Afristat (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire et Sénégal) produisent aujourd'hui des comptes trimestriels, sachant que plusieurs autres pays envisagent actuellement de se lancer aussi dans la production de ces comptes. L'aide dans ce domaine est légitime et il ne saurait être question de priver ces pays d'appuis techniques. Mais qu'on permette aux rédacteurs de cet éditorial de proposer un mot d'ordre : « *A bas les comptes trimestriels s'ils sont un objectif de plus dans l'agenda supranational des comptes nationaux des pays en développement ! Mais vivent les comptes trimestriels s'ils enrichissent le discours des comptables sur la politique économique et la situation conjoncturelle*

¹⁹On n'a pas affaire ici à un anglicisme comme pour les indicateurs de haute fréquence mais à une précision dans la famille des indicateurs conjoncturels. L'indicateur coïncident, qui évolue en même temps que la situation économique, s'oppose à l'indicateur avancé, dont l'évolution précède les évolutions économiques attendues et à l'indicateur retardé (*Eurostat Statistics Explained*) : les indicateurs retardés permettent de confirmer des tendances économiques déjà prévues par les indicateurs avancés et observées par les indicateurs coïncidents. Leur décalage par rapport à la situation économique n'entame pas leur utilité, car ils restent disponibles avant le jeu complet de données des comptes nationaux.

sans porter préjudice à l'établissement de comptes annuels ! » Comme l'écrit Christian Girier²⁰, « les comptes trimestriels c'est le troisième étage de la tour Eiffel ; il faut d'abord construire les deux premiers étages : le premier étage avec des comptes nationaux annuels fiables et issus d'une méthode constante, le deuxième étage avec une batterie d'indicateurs conjoncturels fiables et couvrant une part importante des différents aspects de l'économie, le troisième étage c'est un objectif ». Il faut deux ingénieurs statisticiens-économistes (ISE) à plein temps pour établir des comptes trimestriels, on n'a pas ça pour les comptes annuels ! Il faut dix ans de bons comptes et d'indicateurs conjoncturels avant de pouvoir faire de l'économétrie trimestrielle. Remarquons enfin pour conclure que, sans méconnaître l'avantage des comptes trimestriels, la situation est extrêmement diverse parmi les pays africains et que si certains sont prêts à y travailler, la plupart ont encore d'autres priorités à remplir au préalable : certains n'ont même pas de comptabilité nationale annuelle digne de ce nom tandis que la majorité arrive maintenant à maturité sur les comptes annuels, mais n'ont pas le volume d'indicateurs conjoncturels nécessaires pour mener à bien la procédure logique des comptes trimestriels.

Conscient de cet ensemble de problèmes, Aurélien Poissonnier nous propose une stratégie pour un développement progressif des comptes trimestriels, conforme en tous points aux derniers manuels internationaux dans le domaine, mais en insistant sur certaines ambiguïtés et incompatibilités de certains choix, et donc en proposant une démarche adaptée et progressive aux statisticiens africains. Pour reprendre sa conclusion : « Les comptes trimestriels peuvent sembler être un chantier hors de portée pour un institut de statistique aux moyens limités. Il est pourtant possible de les construire progressivement. Une approche progressive permet de développer les compétences des comptables trimestriels sur des méthodes spécifiques. Elle permet également de publier très tôt dans le projet de développement des comptes, mettant ainsi en valeur le travail déjà réalisé tout en facilitant l'amélioration de la qualité au fil du temps ».

Ce numéro 111 de Statéco, qui commence par une interview du Directeur général adjoint d'Afristat, se termine avec un article méthodologique et technique du Directeur général d'Afristat, Cosme Vodounou et de deux experts de cet Observatoire, Roland Frédéric Ngampana et Ibrahima Sory, consacré à l'estimation et la prévision de valeurs ajoutées trimestrielles inobservables en présence de saisonnalité. C'est dire l'importance qu'accorde le comité de rédaction à la pensée et aux avis développés par ses membres, acteurs au premier chef de la coopération et de l'entraide statistique dans l'espace francophone. C'est en 2011 qu'Afristat a mis à la disposition des Instituts

²⁰Entretien de Blaise Leenhardt avec Christian Girier le 12 juin 2017.

nationaux de la statistique (INS) des Etats membres une méthodologie d'élaboration des comptes nationaux trimestriels selon l'approche économétrique basée sur la technique d'étalonnage-calage. L'article propose une amélioration de la méthodologie en intégrant l'endogénéité des indicateurs infra-annuels de conjoncture considérés comme principaux déterminants des valeurs ajoutées sectorielles annuelles. La démonstration économétrique et les résultats obtenus sur le Bénin et le Mali figurent en annexe.

Hors dossier, nous avons inclus en hommage à André Vanoli un extrait d'une interview de ce dernier par Pierre Muller sur la révision 4 du système de comptabilité nationale (le SCN 1993), interview parue en 1993 dans le numéro 75-76 de Statéco. Les parties de cet entretien présentées ici, qui décrivent la genèse du SCN1993 et ses principaux apports, nous ont paru particulièrement pertinentes pour un lecteur de Statéco, un quart de siècle après l'introduction de ce système de comptabilité nationale. C'est d'autant plus le cas que de nombreux pays africains sont seulement passés au SCN1993 de manière très récente et encore en s'y conformant de manière très imparfaite. Rappelons qu'André Vanoli a été un des principaux experts à l'origine du SCN1993, dont les grands principes se retrouvent dans le SCN2008 en vigueur au moment de la parution de ce numéro spécial. Le SCN1993, conçu suite à la disparition de l'Union soviétique et aux débuts de la transition à l'Est, apparaît comme le premier système de comptabilité nationale universel. En 2013, selon Shanta Devarajan cité ci-dessus, seuls 35% des pays africains établissaient leurs comptes nationaux selon les règles du SCN1993, la majorité des pays africains se basant encore sur le SCN1968. On peut se féliciter à cet égard que la quasi-totalité des pays étudiés dans ce numéro soient passés au SCN1993, certains (Sénégal) ayant déjà adopté le SCN2008 ou étant en passe de le faire.

Sans entrer trop dans les détails (nous renvoyons pour cela au texte complet), rappelons que parmi les innovations apportées par le SCN1993 figurent les comptes de patrimoine, les comptes aux prix de l'année précédente (qui étaient déjà établis par l'Insee depuis de nombreuses années), la cohérence pour la première fois avec le manuel de la balance des paiements établi par le FMI et l'intégration du secteur informel.

Concernant ce dernier point d'importance majeure pour les pays en développement en général et les pays africains en particulier, le SCN s'est calé sur la définition adoptée par la XVème conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT) en 1993, qui n'a pas été modifiée depuis. Comme le montre l'article d'Achille Pégoué, l'application récente du SCN1993 dans ce domaine a conduit à une révision souvent très importante du poids du secteur informel (passé de 29 % à 48 % du PIB entre 2011 et 2015 en Guinée !). On peut toutefois regretter que peu de pays

en développement (et encore moins de pays africains) procèdent à une mesure rigoureuse de la valeur ajoutée du secteur informel pour son intégration dans les comptes nationaux. Ceux qui ont fait des efforts dans cette direction ont généralement été conduits à des révisions du PIB de grande ampleur.